

## **DANS LA RUE LE 19 NOVEMBRE** Manifestation nationale à Paris

■ La manifestation du samedi 19 novembre est à l'initiative de la Fédération nationale des collectifs de défense et de développement des services publics. ■ Elle est soutenue par de nombreuses associations et organisations syndicales. ■ Alors que le gouvernement privatise à tout va, cette manifestation doit être un moment fort d'unité pour imposer le développement des services publics. ■

### **L'Europe dérèglemente**

L'union européenne (UE) est à la pointe du combat contre les services publics. Au nom de la construction d'un marché unique, les services publics sont libéralisés et soumis au droit de la concurrence. Commencé dans les télécommunications, ce processus touche maintenant tous les grands services publics de réseau, poste, rail, énergie.

L'ouverture à la concurrence se fait au nom de ses bienfaits supposés pour les usagers. En fait, elle profite essentiellement aux très gros consommateurs, en particulier les grosses entreprises.

Quel que soit le pays ou le secteur, la dérèglementation s'est traduite par un "rééquilibrage tarifaire" au détriment de la grande masse de la population : augmentations régulières des tarifs du gaz, de l'électricité, de l'abonnement téléphonique, etc. De

plus, la sécurité des populations est mise en cause, comme dans le cas de centrales nucléaires mal entretenues ou d'accidents ferroviaires à répétition comme en Grande-Bretagne.

Enfin, la qualité du service rendu diminue, par exemple avec la suppression de bureaux de poste dans de nombreux pays.

### **Le gouvernement privatise**

Non content d'approuver, à Bruxelles, les directives de libéralisation des services publics, le gouvernement, suivant en cela les orientations de ses prédécesseurs, privatise à tour de bras.

Ainsi, après France Télécom, les autoroutes, le gouvernement a privatisé la SNCM et veut "ouvrir le capital" d'EDF qui rentrerait ainsi en Bourse. Les hôpitaux publics et les cliniques privées sont mis en concurrence et ces dernières seront financées par des fonds publics.

Aucune réglementation européenne n'oblige pourtant le gouvernement à privatiser. Alors qu'aucune privatisation de service public n'a entraîné une amélioration de la qualité du service ni des baisses de tarifs pour le plus grand nombre, le gouvernement continue d'appliquer dogmatiquement les vieilles recettes libérales. Ainsi, la logique du profit l'emportera sur la recherche de l'intérêt général.

### **Se mobiliser !**

Il faut aujourd'hui en finir avec l'éclatement des mobilisations service public par service public. Il faut engager un processus de convergences des luttes afin de construire un grand mouvement d'ensemble pour les services publics.

Usagers et salariés des services publics agissons ensemble ! La manifestation du 19 novembre doit être un moment fort pour développer un tel processus.

**Rendez-vous 13 H 30 Place d'Italie**

# **CONVERGEONS ENSEMBLE pour la défense et le développement des Services Publics C'EST L'AFFAIRE DE TOUS ET TOUTES !**

**NOUS**, Associations, Collectifs, Syndicats, Organisations politiques, qui résistons à la casse des Services Publics,  
▪ reprenons à notre compte l'appel à manifester lancé par la **FÉDÉRATION NATIONALE des COLLECTIFS de DÉFENSE et de DÉVELOPPEMENT des SERVICES PUBLICS**,  
▪ et invitons, à l'occasion du congrès de l'Association des Maires de France les 22, 23, 24 Novembre, les citoyen(ne)s, les élu(e)s, les forces associatives, syndicales, politiques, **à participer massivement :**

SAMEDI 19 NOVEMBRE à 13 H 30  
à la MANIFESTATION UNITAIRE  
à PARIS, de la Place d'Italie vers l'Assemblée Nationale  
*Stand animation à Sèvres Babylone*

- Les Services Publics sont indispensables à toute société se réclamant de la Liberté, de l'Égalité, de la Laïcité, de la Solidarité, et ce pour toute la population.
- Toute notre vie quotidienne est concernée : l'Éducation, la Recherche, les Equipements de la petite enfance, les Services aux personnes âgées, la Santé, l'Emploi, des Communications, la Poste, les Transports, l'Énergie, l'Eau, le Logement...

## □ **RÉSISTER** à toute privatisation ou démantèlement.

Nous refusons toutes les politiques de mise en concurrence, de déréglementation, de privatisation partielle ou totale, de fausse décentralisation. Ces politiques, menées sur les plans européen et international et que le gouvernement français a lui-même mises en œuvre durant de longues années, ont fragilisé le Secteur Public, réduit sa portée et souvent dégradé la qualité des services rendus. Elles ont favorisé le démantèlement systématique pratiqué actuellement. La directive Bolkestein et l'AGCS en sont aujourd'hui les symboles les plus criants.

- *Exigeons l'abrogation des lois et directives qui guident ces politiques libérales française et européenne*
- *Exigeons du gouvernement français qu'il retire pour l'ensemble des Services Publics toutes les mesures entraînant une régression des moyens matériels et humains .Exigeons qu'il stoppe les procédures de transfert de charges décidées par la politique actuelle dite de décentralisation qui frappe, à tous les échelons, les collectivités locales. Ce sont les populations qui en souffrent durement.*
- **C'est la qualité de nos vies et celle de l'avenir de nos enfants qui est en jeu ! Refusons qu'elles soient sacrifiées aux intérêts des grands groupes privés.**

## □ **RECONQUÉRIR** « *des Services Publics de qualité, partout et pour tous* ».

**Pas de développement des Services Publics sans développement de la démocratie sociale et des droits des citoyens !**

- *Nous voulons des Services Publics démocratisés, contrôlés par les Usager(e)s, les Élus, les salariés des Services Publics, les Organisations Syndicales. Ils doivent pouvoir exercer, à tous les niveaux un rôle économique et social déterminant. Le seul objectif est le mieux-vivre de tou(te)s les citoyen(ne)s, la prise en compte des aspirations à la qualité des Services, à la transparence des décisions et des tarifs.*

## □ **EXIGER** une autre politique en France et en Europe.

- *Nous voulons des Services Publics qui, au nom du Bien-commun, garantissent sur l'ensemble du Territoire, et dans l'égalité, le libre accès de tou(te)s les citoyen(ne)s aux droits fondamentaux et permettent la satisfaction des besoins sociaux essentiels de la population.*
- *Ces droits ne sont pas des marchandises et ne doivent pas relever d'une logique de profits, de rentabilité financière.*
- *Il faut exiger en France, comme en Europe, une autre politique qui élargisse le rôle et les missions des services publics, leur consacre, dans le cadre d'une répartition plus juste des richesses produites, davantage de moyens, et enfin démocratise leur fonctionnement.*

**La convergence de nos luttes, c'est notre force !  
Les Services Publics constituent le Bien commun, ne laissons pas des intérêts privés les accaparer !  
Tous ensemble, nous pouvons et nous devons gagner !**

**Les premières organisations qui reprennent à leur compte l'appel lancé par la « CONVERGENCE POUR LA DÉFENSE ET LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS » et appellent à manifester sont les suivantes :**

CGT Mines Energie, UD CGT Paris, UGFF CGT, FSU, Union syndicale SOLIDAIRES, ATTAC, Collectif du 29 mai, Fondation Copernic, LDH, MNCP, Réseau hors AGCS, UFAL, UNRPA, Les Alternatifs, Conseil Général 93, CNGR, LCR, les Verts, MARS, MRC, PCF...